

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE | *Lutte contre les contenus illicites en ligne et les contenus d'abus sexuels sur enfants : la France, deuxième pays hôte au niveau européen, la propagande terroriste en nette diminution*

- Point de Contact, premier signalant professionnel auprès de la plateforme PHAROS
- 65% des signalements proviennent du grand public
- 75% des contenus illégaux qualifiés concernent des contenus d'exploitation et d'abus sexuels sur mineurs
- Quatre victimes sur cinq sont des enfants de moins de 13 ans
- Baisse constatée de 63% des contenus de propagande et d'apologie du terrorisme

Paris, le 27 mai 2020 – Premier pourvoyeur de signalements auprès des autorités, l'association Point de Contact publie aujourd'hui en ligne ses statistiques 2019. Dans un contexte où la régulation de l'Internet est l'une des priorités des pouvoirs publics avec la récente adoption de la loi dite Avia visant à lutter contre les contenus haineux sur Internet, les statistiques annuelles de Point de Contact mesurent l'efficacité et l'impact du signalement, comme outil à disposition du public, et renseignent quant aux efforts déployés dans la lutte contre les formes les plus aggravées de cybercriminalité, au premier rang desquels les l'exploitation sexuelle des enfants et la propagande terroriste.

En 2019, Point de Contact a traité 30 394 URLs dont 15 064 URLs ont été qualifiées comme manifestation illicites. 65% des signalements proviennent du grand public. Avec 7% de plus par rapport à 2018, la sensibilisation continue de gagner du terrain : ce qui est ressenti comme inacceptable hors ligne l'est aussi en ligne La coopération internationale se poursuit et se renforce, 24% des signalements proviennent de l'organisation mondiale INHOPE spécialisée dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels des enfants en ligne autrement dit la pédopornographie. 11% correspondent à ce qu'on appelle des contenus dérivés trouvés par les analystes à partir d'un signalement initial.

Point de Contact a notifié 7 206 URLs aux hébergeurs français concernés et a transmis 11 516 URLs aux autorités, ce qui en fait le premier signalant professionnel, en termes de volumétrie, auprès de la plateforme PHAROS<sup>1</sup>, une association reconnue comme « tiers de confiance ».

### **Deux tendances de fond se dégagent de ces statistiques 2019.**

*Contenus d'exploitation et d'abus sexuels sur mineurs : la France, 2<sup>e</sup> pays hôte au plan européen*

Selon les statistiques mondiales [d'INHOPE](#), **la France est le deuxième pays européen le plus concerné** après les Pays-Bas. INHOPE classe la France au deuxième rang des pays hébergeurs de contenus à caractère pédopornographique au plan européen et au troisième rang mondial, derrière les Etats-Unis.

En 2019, 11 268 URLs, soit 75% des contenus illégaux qualifiés par Point de Contact, revêtaient un caractère pédopornographique, une URL pouvant contenir d'une à plusieurs centaines d'images et/ou de vidéos. **Quatre victimes sur cinq étaient des enfants de moins de 13 ans.**

**Les transferts de fichiers « FTP » souvent sécurisés par mots de passe sont les modes d'accès privilégiés sur Internet.**

---

<sup>1</sup> Plateforme d'Harmonisation, d'Analyse, de Recoupement et d'Orientation des Signalements du Ministère de l'Intérieur, rattachée à l'OCCLCTIC (Office Central de Lutte contre la Criminalité liée aux Technologies de l'Information et de la Communication).

Le *grooming*, le chantage sexuel dit « sextorsion », la circulation et la récupération de contenus sexuels autoproduits tels « selfies » sont des phénomènes de plus en plus répandus qui peuvent entrer dans différentes catégories infractionnelles.

Ces tendances inquiétantes soulignent l'extrême gravité des contenus d'exploitation et abus sexuels sur mineurs. Point de Contact, avec ses partenaires en France et à l'international, les points de signalement INHOPE et les autorités de police compétentes, contribuent à l'identification de nouvelles victimes via la base de données dédiée d'INTERPOL ainsi qu'au rapide retrait de la toile des contenus d'abus, en lien avec les hébergeurs et les plateformes qui redoublent de vigilance et renforcent leurs propres outils de détection.

### *Les contenus de propagande et d'apologie du terrorisme en nette diminution*

En 2019, 649 URLs contre 1 777 URLs en 2018, revêtent un caractère terroriste. Même si les adeptes sont toujours présents en ligne, cette **baisse de diffusion de contenus de propagande terroriste** est une tendance qui semble se confirmer, en lien avec la baisse de production constatée par les autorités compétentes suite à des opérations coordonnées de démantèlement d'organes de propagande.

Comme souligné par [l'Appel de Christchurch](#), la **question de la viralité** reste prégnante, car c'est dans les toutes premières heures de leur présence en ligne que de tels contenus causent le plus grand tort, en raison de la vitesse à laquelle ils se propagent.

---

### **A propos de Point de Contact**

Fondée en 1998, [Point de Contact](#) est une association loi 1901. Soutenue par la Commission européenne à travers le programme *Safer Internet*, l'association s'est rapidement imposée comme une référence auprès des autorités dans le traitement des signalements de contenus choquants et manifestement illicites en ligne. Point de Contact lutte contre les images de violences sexuelles sur enfants, l'incitation à la haine et au terrorisme sur Internet et les réseaux sociaux. Membre fondateur du réseau international de points de signalement INHOPE, Point de Contact œuvre aux côtés de ses partenaires à l'échelle européenne et mondiale pour la suppression des images d'abus sexuels sur mineurs. Enfin, Point de Contact s'investit pour la reconnaissance et la protection des professionnels exposés au quotidien aux contenus violents.

### **À propos de Safer Internet France**

[Safer Internet France](#) est le volet France du programme Safer Internet soutenu par la Commission européenne et déployé dans 31 pays. Le consortium *Safer Internet France* est composé de trois lignes d'action : [NetEcoule](#), numéro vert national pour la protection des mineurs sur Internet (0800 200 000) opéré par l'Association e-Enfance, [Point de Contact](#), service national de signalement en ligne des contenus illicites, [Internet sans Crainte](#), campagne nationale pour accompagner les jeunes dans une meilleure maîtrise de leur vie numérique.

### **Contact presse**

Tel. 01 44 54 86 60

[presse@pointdecontact.net](mailto:presse@pointdecontact.net)

